

COORDINATION DES PARTIS POLITIQUES POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION
(CPDC)

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 016/CPDC/2016

La Coordination des Partis politiques pour la Défense de la Constitution (CPDC) a appris, par la voie des ondes, la création d'un regroupement politique dénommé Front de l'Opposition Nouvelle pour l'Alternance et le Changement (FONAC) regroupant tous les partis politiques ayant soutenu les six (6) candidats qui ont rejeté les résultats de l'élection présidentielle proclamés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et entérinés par le Conseil Constitutionnel.

La CPDC dont plusieurs membres ont soutenu les candidats issus de ses rangs, tout en relevant que la présidentielle du 10 avril 2016 a été entachée d'innombrables irrégularités et fraudes massives, tient à informer l'opinion nationale et internationale qu'en tant qu'entité, elle n'a été associée ni conviée à aucune consultation par ou avec les candidats, fondateurs du FONAC et ne saurait donc se sentir liée par les engagements qu'auraient pris certains de ses membres.

Elle rappelle que son Règlement Intérieur, en son article 3 alinéa c, stipule que « un membre de la CPDC ne peut appartenir à aucun autre regroupement ou coalition de partis politiques ».

Quant à la recomposition du paysage politique national, le même Règlement Intérieur indique en son article 29 que : « l'initiative de la dissolution de la Coordination des Partis politiques pour la Défense de la Constitution (CPDC) appartient à la Plénière. Elle est acquise à la majorité des deux tiers (2/3). ».

La CPDC, considérant la dangereuse impasse politique actuelle, doublée d'une crise économique, financière et sociale sans précédent, entend continuer à mener la lutte qu'elle a engagée depuis plus d'une décennie pour asseoir les bases de la bonne gouvernance dans notre pays et obtenir des élections réellement transparentes afin que le peuple soit effectivement souverain.

La CPDC envisage, dans les tout prochains jours, de s'exprimer plus largement sur la crise multidimensionnelle dans laquelle s'enlise notre pays.

Fait à N'Djamena, le 27 juillet 2016

Pour le Porte-parole,
Le Rapporteur

Salibou GARBA

